

Francken et Jambon dévoilent leur plan

MIGRATION ILLÉGALE Le gouvernement se réunit aujourd'hui, les ministres s'avancent

► Sous le feu de l'opposition jeudi à la Chambre, le secrétaire d'Etat et le ministre de l'Intérieur anticipent une série de mesures.
► A savoir : créer des places en centres fermés, aider la police locale, coopérer avec le bourgmestre de Bruxelles...

La législature s'était ouverte sur le socio-économique fin 2014, elle se referme sur la migration fin 2018. Entre les deux, Theo Francken, secrétaire d'Etat compétent, a tiré à lui l'agenda politique général. Résultat : en pleine campagne électorale pour les communales du 14 octobre, et en vue des législatives de mai 2019, on ne parle quasiment que de cela.

Voir jeudi à la Chambre. Où l'opposition (après les incidents et polémiques ces derniers jours à propos de la libération d'illégaux et la surchauffe au parc Maximilien : nos précédentes éditions) a chargé le secrétaire d'Etat N-VA pour avoir laissé s'échapper des « criminels » (Kristo Calvo, pour

les verts), des « illégaux avec un casier judiciaire extrêmement lourd » (Karine Lalieux, PS), pour « abandonner Bruxelles » (Karine Lalieux, toujours), « préférer les tweets aux besoins des bourgmestres » (Kristof Calvo, encore), et finalement incarner... « la faillite morale du gouvernement », a laissé tomber Julie Fernandez (PS). On ne riait pas dans

les rangs de la majorité. Où les chrétiens-démocrates et les libéraux flamands n'ont pas épargné, eux non plus, leurs critiques ces derniers jours dans les médias, visant Theo Francken donc, partenaire de gouvernement.

Cela étant, jeudi après-midi, dans l'hémicycle, le secrétaire d'Etat, mais aussi Koen Geens, ministre CD&V de la Justice, et Jan Jambon, ministre N-VA de l'Intérieur, ont fait face, malgré tout, et à peu près à l'unisson.

Jan Jambon a rappelé la « complexité » de la problématique, expliqué que « la solution à tout cela est européenne. c'est fermer les frontières de l'Union », puis a anticipé les mesures qui seront annoncées ce vendredi par le gouvernement à l'issue du Conseil des ministres spécial migration : accentuer la lutte contre les trafiquants ; renforcer la police locale, et mieux coordonner les

opérations de police à tous les étages avec l'aide des gouverneurs de province ; sécuriser quand il le faut les parkings autoroutiers ; adopter un « plan de protection » de Zeebrugge (où les migrants tentent de rejoindre le Royaume-Uni) ; se concerter avec le gouvernement britannique à cet effet ; lancer une « campagne de découragement » (on en saura plus ce vendredi) pour les migrants qui lognent la

Belgique ; travailler de concert avec le bourgmestre de Bruxelles, Philippe Close (PS) ; enfin, créer des places en centres fermés, « beaucoup de places, nonante supplémentaires d'ici à la fin 2019, mais ce n'est pas assez, ce sera plus que cela » – dixit, cette fois, Theo Francken.

De son côté, Koen Geens (CD&V) s'est défendu contre les mises en cause (émanant de... la N-VA, en l'occurrence de Peter

De Rover, chef de groupe) ayant trait aux libérations conditionnelles et – en filigrane – le présumé laxisme des autorités judiciaires, expliquant qu'il s'agit dans tous les cas d'appliquer la loi, de respecter les édits de la Cour constitutionnelle, de la Cour européenne, que « l'Etat de droit et la liberté, c'est important », et que, par ailleurs, les

magistrats prennent leur part dans la mise en œuvre de la politique migratoire notamment via la lutte contre le trafic d'êtres humains, « où les affaires classées sans suite ont sérieusement diminué ces dernières années ».

« Vous incarnez la faillite morale du gouvernement »

JULIE FERNANDEZ (PS)

Tout cela n'a pas rassuré l'opposition. A laquelle les parlementaires de la majorité reprochent en retour de « ne pas avoir d'alternative » et de « ne rien proposer », ce qui a fait réagir Karine Lalieux, qui a réclamé à nouveau la création d'un « centre d'orientation pour les migrants en transit, nous demandons cela depuis des mois, c'est la meilleure chose à faire, pour remettre de l'ordre et d'humanité dans tout cela, mais vous n'en voulez pas... »

Quoi qu'il en soit, on retiendra encore que Servais Verherstraeten, chef de groupe CD&V, a chaudement encouragé Charles Michel à sonner les cloches de Theo Francken ce vendredi lors du Conseil des ministres spécial migration, et d'exiger « à l'avenir » de sa part « de la retenue, de la nuance » dans sa communication. ■

DAVID COPPI